



MINFOF



DEUXIEME ATELIER REGIONAL DE L'OIBT SUR LES LIGNES DIRECTRICES VOLONTAIRES DE L'OIBT POUR LA GESTION DURABLE DES FORETS TROPICALES NATURELLES

Cotonou, du 08-10 mai 2017

Mise en œuvre de la Gestion Durable des Forêts au Cameroun

Par Mesdames

EHETH VICTOIRE

Chef de le Division de la Coopération et de la Programmation

Et

NGOUNGOUR MANJELI A

Chef de Service des Aménagements Forestiers

Ministère des Forêts et de la Faune





MINFOP



PLAN

1. Situation du secteur forestier du Cameroun
2. Aspects politiques et légaux, et arrangements institutionnels en relation avec la GDF
3. Expériences, leçons tirées et réalisations/résultats
4. Défis multiformes en relation avec la GDF
5. Stratégies actuelles et futures, et perspectives d'avenir
6. Conclusion



1. Situation du secteur forestier du Cameroun

- **Une vaste superficie forestière:** Les forêts camerounaises couvrent près de 22,5 millions d'hectares, soit 46 % du territoire national, dont 17,5 millions d'hectares de forêt dense exploitable.
- **Une richesse exceptionnelle** avec près de 300 espèces commerciales et une biodiversité d'une grande variété.
- **Une contribution fondamentale à l'économie nationale :** la troisième source de revenus de l'Etat, après l'agriculture et l'exploitation pétrolière; elle contribue au produit intérieur brut (PIB) du pays à hauteur de 6% en moyenne, soit environ 60 milliards de FCFA de recettes fiscales par an. Au plan social, l'exploitation forestière génère près de 27 000 dans le secteur formel et environ 150 000 emplois dans le secteur informel.
- **Des usages multiples de la forêt:** des usages culturels et sociaux, etc.
- **Dégradation progressive des écosystèmes forestiers:** origine dans la combinaison de plusieurs facteurs dont les plus importants sont l'urbanisation, le développement progressif des plantations agro-industrielles, l'exploitation minière, l'agriculture itinérante sur brûlis, le braconnage, une législation inadaptée et une faible gouvernance, qui demandent là une action globale concertée.





MINFOP

2. Aspects politiques et légaux, et arrangements institutionnels en relation avec la GDF (APLI)



- **De l'indépendance aux années 1990**, l'exploitation des forêts camerounaise se faisait par permis de coupe, par vente de coupe et par licence;
- En prélude au sommet de Rio de Janeiro, le Cameroun s'est tourné vers la GDF à travers **l'adoption et la mise en œuvre de la politique forestière en 1993**:
 - ✓ **1994**: La promulgation de la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche et ses différents textes d'application ;
 - ✓ **1996**: la promulgation de la loi n°96/12 du 05 Août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement;
 - ✓ **2003**: Adhésion à des initiatives sous régionales et internationales (COMIFAC, TFLEGT...);
 - ✓ **2004**: création du Ministère des Forêts et de la Faune chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du gouvernement en matière de forêt et de faune;





2. Aspects politiques et légaux, et arrangements institutionnels en relation avec la GDF (APLI)



MINFOP

■ la ratification de la plupart des conventions au niveau international notamment :

- ✓ **1963:** Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES) dont le texte a été adopté en 1973;
- ✓ **1983:** Accord international sur les bois tropicaux ;
- ✓ **1992:** Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ;
- ✓ **1994:** Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) ;
- ✓ **2005: adoption du** plan de convergence sous-régional pour la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale dans une version révisée par les Chefs d'Etat d'Afrique centrale;
- ✓ **2005:** adoption du Traité instituant la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) par les Chefs d'Etat d'Afrique centrale ;
- ✓ L'Accord sous-régional sur le contrôle forestier adopté en 2007 par le Conseil des Ministres de la COMIFAC;
- ✓ **2010:** la signature avec l'Union Européenne de l'Accord de Partenariat Volontaire dans le cadre du Programme FLEGT (Application des réglementations forestières, Gouvernance et Echanges Commerciaux)





MINFOF

2. Aspects politiques et légaux, et arrangements institutionnels en relation avec la GDF (APLI)



- **1999-2000: un programme de réformes visant la promotion et l'amélioration de la gouvernance forestière** dans le cadre du 3ème crédit d'ajustement structurel (**CAS III**) focalisé sur la politique forestière et ont abouti :
 - **1999/2000:** transfert de l'exécution des aménagements aux privés, sous le contrôle de l'Etat . Par conséquent, l'ONADEF est restructuré pour devenir l'ANAFOR.
 - **2005:** Élaboration du Programme Sectoriel Forêt et Environnement (PSFE);
 - **2006:** La vision à l'horizon 2035 exprimée à travers le Document Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) ayant identifié le secteur bois comme potentiel de création d'emplois. Elle s'intègre dans celle du Secteur Rural;
 - Le nouveau régime financier de l'Etat qui consacre la gestion axée sur les résultats ;
 - 2012: Elaboration de la Stratégie du sous-secteur Forêt et Faune
 - 2013: Mise en œuvre du MINFOF de la stratégie susmentionnée et du Budget Programme élaborer en 2007 en tant que Administration pilote





2. Aspects politiques et légaux, et arrangements institutionnels en relation avec la GDF (APLI)



MINFOP

■ **Elaboration plusieurs instruments de gestion durable dans le cadre de la mise en œuvre de l'aménagement des forêts :**

- ✓ le décret n° 95/678/PM du 18 décembre 1995 instituant un cadre indicatif d'utilisation des terres en zone forestière méridionale: le plan de zonage du Cameroun qui divise les forêts en domaine forestier permanent et domaine non permanent ;
- ✓ L'adoption des Normes d'Intervention en Milieu Forestier (NIMF) et des différents types d'inventaires ;
- ✓ l'arrêté 0222 du 25 mai 2001 instituant la procédure d'élaboration, d'approbation, de suivi et de contrôle de la mise en œuvre, des plans d'aménagement des forêts de production du Domaine Forestier Permanent ;
- ✓ Adoption des PCI OIBT-OAB adaptés au Cameroun en 2004 avec l'Assistance Technique du projet régional PD 124/01 (M) intitulé Promotion de Gestion Durable des Forêts Tropicales Naturelles Africaines;
- ✓ l'arrêté conjoint n° 076/MINATD/MINFI/MINFOF du 26 juin 2012 fixant les modalités de planification, d'emploi et de suivi de la gestion des revenus provenant de l'exploitation des ressources forestières et fauniques destinés aux communes et aux communautés villageoises riveraines;
- ✓ 2012: élaboration des grilles d'évaluation des PA et des paramètres de suivi de leur mise en œuvre dans les forêts du DFP sur la base des PCI OIBT-OAB;
- ✓ 2014: Mise en place d'un comité scientifique consultatif de suivi des activités de recherche dans les forêts du DFP;
- ✓ 2015 simplification et adoption de la grille suscitée.





3. Expériences, leçons tirées et réalisations/résultats



MINFOF

Conformément au Décret N°2005/495 du 31 décembre 2005 portant organisation du MINFOF, les principales missions lui sont dévolues :

- La gestion et la protection des forêts du domaine national ;
- Le contrôle du respect de la réglementation forestière ;
- L'aménagement et la gestion des jardins botaniques et zoologiques ;
- La mise en application des conventions internationales ratifiées par le Cameroun en matière de forêt et faune.
- La mise au point et le contrôle de l'exécution des programmes de régénération, de reboisement, d'inventaire et d'aménagement des forêts ;

Il assure la tutelle des structures ci-après de l'Agence Nationale de Développement des Forêts (ANAFOR), l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts de Mbalmayo (ENEF) et l'Ecole de Faune de Garoua (EFG) ;

Lui sont rattachés :

- le Centre de Promotion de Bois ;
- le Centre de Télédétection et de la Cartographie Forestière.





MINIFOF

3. Expériences, leçons tirées et réalisations/résultats



- **Les objectifs stratégiques du sous secteur:**

Assurer la conservation, la gestion et l'exploitation durables des écosystèmes forestiers en vue de répondre aux besoins locaux, nationaux, régionaux et mondiaux des générations présentes et futures

- **Objectifs spécifiques:**

1. Aménager et valoriser durablement les concessions forestières, les produits de la filière bois et les produits forestiers non ligneux (PFNL)
2. Promouvoir un système de gestion participative au bénéfice des communautés rurales
3. Gérer durablement le réseau d'aires protégées et des sites critiques représentatifs de la biodiversité camerounaise en vue de contribuer à l'économie locale et nationale

La déclinaison des objectifs spécifiques a permis de bâtir trois programmes techniques et un programme support avec les objectifs, les indicateurs et les cibles clairement affichés. Ce sont :



3. Expériences, leçons tirées et réalisations/résultats: Résultats



MINFOF

Programmes et réalisations:



Programmes	Objectifs	Indicateurs	Valeur de référence		Valeur cible	
			Année	Valeur	Année	Valeur
961. Aménagement et renouvellement de la ressource forestière	Gérer durablement les forêts	Recettes fiscales et parafiscales de la gestion forestière	2012	18 109 315 825	2016	23 018 626 620
962. Sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des Aires protégées	Gérer durablement et valoriser la faune et les Aires protégées	Contribution aux recettes fiscales sous sectorielles	2012	(905 465 791 FCFA)	2016	641 272 525
963. Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses	Optimiser l'utilisation des ressources ligneuses et non ligneuses	Nombre d'emploi directs des filières bois et produits forestiers non ligneux	2012	23.000 emplois directs	2016	32 500 emplois directs
960. Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur forêt et faune	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées	2012	54 % de mise en œuvre du PSFE	2016	94,87 % des programmes exécutés



3. Expériences, leçons tirées et réalisations/résultats



MINI
FOF

Réalisations dans le cadre de la mise en œuvre du PROGRAMME 961 :

- 7 288 778 ha des forêts du domaine forestier permanent ont été classée.
- 101 UFA ont été aménagés pour une superficie de 6 091 410 ha va largement au-dessus de la prévision en 2016
- 11 674 915 m³ de bois autorisés à l'exploitation en 2016, seuls 2 393 178 m³ ont été exploités dans les forêts communales, communautaires et les ventes de coupes (78 Permis Annuel d'Opération des UFA et de 161 Certificats de Ventes de coupe) ;
- 29 961 ha de forêts communautaires en production en 2016
- 26 forêts communales sous aménagement pour une superficie de **767 100,80 ha** : Reboisement et régénération des ressources forestières, 27 148,5 ha (Une superficie de 1510,5 ha reboisée grâce aux appuis financiers accordés aux acteurs de reboisement et à l'ANAFOR) dont les fonds sont gérés actuellement par les Délégués Régionaux

Difficultés:

- Mobilisation difficile des fonds au niveau du MINFI (tensions de trésorerie, retards des subventions disponibles arrivent parfois à contre temps du calendrier sylvicole..)
- la quote-part des recettes forestières rétrocédée aux Communes, qui a été investi dans les projets de développement n'a pas pu être évalué à cause du principe d'unicité de caisse;
- L'exploitation forestière est sélective et seules quelques essences approvisionnent les marchés;
- Le faible niveau d'appropriation par les parties prenantes (exécutifs communaux et communautés) des dispositions de l'arrêté conjoint n°0076 relative à la gestion des revenus issus de l'exploitation des ressources forestières et fauniques...





MINFOF

3. Expériences, leçons tirées et réalisations/résultats



Réalisations dans le cadre de la mise en œuvre du PROGRAMME 962 :

- Dans le cadre de l'Aménagement des zones de chasse (ZIC, ZICGC), 238 chasseurs touristes au lieu de 420 ciblés en 2016
- Sécurisation et Aménagement des Aires Protégées, 5 120 061 ha sont aménagées en 2016 pour une valeur attendu de 4 300 000 ha,
- Valorisation et promotion des Aires protégées , 107 922 visiteurs (dont 102 994 nationaux et 4068 étrangers) ont été accueillis en 2016 pour une valeur attendue de 135000
- 7 637 722 650 FCFA ont été utilisés pour le Développement institutionnel et financement durable de la faune et des aires protégées alors 9 000 000 000 étaient affectées en 2016 (BIP, WWW, UICN, GIZ, AFD, FAO,...)

Difficultés

- Inscription de la région de l'Extrême-nord dans la ligne rouge de l'Union Européenne dont les influences s'étendent aux autres Régions du septentrion ;
- Inactivité / Abandon des Zones d'Intérêt Cynégétiques ;
- Transhumance (bergers étrangers arrivent avec des cheptels de milliers/centaines de bœufs et détruisent la faune et l'habitat, des cas d'assassinat de gardes villageois)
- Orpaillage et Migration (installation massive des populations venant de l'Extrême-Nord à la périphérie des AP et dans les couloirs de migration de la faune sauvage;
- Enclavement des zones d'attraction touristiques et Insuffisance des infrastructures d'accueil
- Manque de plan de développement de l'écotourisme des Aires Protégées





MINFOF

3. Expériences, leçons tirées et réalisations/résultats



- **Réalisations dans le cadre de la mise en œuvre du PROGRAMME 963 :**
- 1 292 646,935 m³ de bois d'essences camerounaises ont été promues et/ou commercialisées sur le marché national qui va largement au dessus des attentes (1 020 000 m³);
- (01) projet pilote de gestion du MIB est mise en place et l'équipe de coordination a été désignée ;
- 1 434 acteurs bois formés aujourd'hui dont 384 artisans et industriels formés
- 115 UTB ont bénéficié des Certificats d'Enregistrement en Qualité d'Exportateur de Bois Transformés (CEQETB).
- 17 631,42 tonnes métriques de bois énergie (bois de chauffe et charbon de bois) mis sur les marchés ;
- 6,889 milliards de FCFA ont été enregistrés pour PFNL
- (02) projets de texte d'amélioration du cadre légal et de la fiscalité des PFNL et bois énergie ont été proposés ;
- (01) étude de faisabilité de la mise en place d'une unité pilote de transformation du bambou de chine au Cameroun a été réalisée ;

Difficultés:

- Réticence de certains opérateurs économiques des filières bois et PFNL à fournir les informations statistiques sur leurs activités ;
- Prédominance du secteur informel des filières bois et PFNL.





3. Expériences, leçons tirées et réalisations/résultats



MINFOF

Le Cameroun a pris un certain nombre de mesures pour améliorer la gouvernance et la transparence dans le secteur forestier national:

- l'attribution des titres par une commission interministérielle qui est assistée par un Observateur Indépendant;
- l'adoption d'une stratégie nationale de contrôle forestier et faunique impliquant tous les acteurs;
- le renforcement des effectifs avec le recrutement des écogardes et contractuels forestiers qui sont soumis à la formation militaire;
- l'équipement des délégations départementales et régionales, ainsi que les brigades de contrôle en moyens logistiques et équipements techniques;
- la délivrance aux opérateurs économiques du secteur forestier des documents sécurisés pour l'exploitation, la transformation et le transport des ressources forestières;
- Mise en place d'un Comité de lutte contre la corruption;
- la publication trimestrielle du sommier des infractions et du contentieux par tous les supports médiatiques disponibles.
- la réforme de loi forestière en cours dans un processus multi-acteurs ouvert au grand public





MINFOF

4. Défis multiformes en relation avec la GDF



- **Chevauchements entre les différentes spéculations** (Mines, Agro-industries, des grands projets structurants, des infrastructures...) aux détriments de la forêt;
- **Sécurisation du domaine forestier permanent:** Elaborer un plan national d'affectation des terres et du schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire qui concilie DFP avec les autres utilisations des terres;
- **Lutte contre le braconnage transfrontaliers;**
- **Renforcement du suivi , de l'évaluation et du contrôle des aménagements forestiers;**
- **Promotion du reboisement et le développement des plantations forestières** par la mise en œuvre de la stratégie de développement de la sylviculture de 2^{ème} génération élaborée et approuvée par le MINFOF en novembre 2015, en accompagnant l'ANAFOR et les communes dans le cadre de l'aménagement des réserves transférées;





MINFOF

4. Défis multiformes en relation avec la GDF



- **Promotion de la légalité forestière et à l'approvisionnement des marchés en bois légal**, il s'agit ici principalement des processus de délivrance des certificats de légalité dans le cadre des APV/FLEGT et de l'organisation du marché intérieur du bois (MIB);
- **Transformation plus poussée du bois;**
- **La conservation de la biodiversité et la valorisation accrue des ressources fauniques;**
- **consolidation de la gestion participative et décentralisée des forêts**, grâce à l'amélioration de la réglementation des droits d'usage coutumiers, de la chasse traditionnelle, de la pêche traditionnelle et de la commercialisation de la viande de brousse
- **amélioration de la contribution des forêts à la lutte contre les changements climatiques** et à la gestion intégrée des ressources en eau à travers la réduction l'empreinte carbone, en combinant les actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, la mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+...
- **Elaboration des outils d'aménagement des zones sèches et humides**





5. Stratégies actuelles et futures, et perspectives d'avenir



MINFOF

- ✓ **Révision du cadre législatif et réglementaire pour l'adapter aux défis de l'heure et aux thématiques nouvelles** (inventaires géo référencés, aménagement multi-ressources, changements climatiques, paiements des services environnementaux...);
- ✓ **Evaluation de la mise en œuvre des Sous-Secteur Forêt et Faune en 2017**, afin de se projeter à travers les pistes du document de stratégie du développement du secteur rurale concernant:
 - Modernisation des exploitations familiales agricoles, développement des exploitations de moyenne et grande importance et de l'agro-industrie pour augmenter la production et l'emploi, accroître les revenus et assurer la sécurité alimentaire ;
 - Élaboration des normes d'aménagement des concessions forestières en lien avec la biodiversité et la REDD+;
 - Reconnaissance des droits d'accès et d'usage des communautés aux forêts et autoriser la commercialisation des produits issus de l'exercice de ces droits ;
 - Institutionnalisation de la conservation communautaire pour que les communautés puissent créer et gérer des réserves de conservation de la biodiversité et d'autres biens et services d'écosystème.
- ✓ **Plan national d'investissement agricoles: « Réussir la transition raisonnée du secteur rural vers une économie de croissance verte et inclusive qui assure un développement durable, permet d'atteindre le stade de pays émergent à l'horizon 2035 et réduit les inégalités sociales .**



5. Conclusion



- Les forêts du Cameroun sont des réservoirs importants de la diversité biologique, une importante source de revenus pour l'Etat, les collectivités territoriales décentralisées et les communautés locales et autochtones.
- Le pays a considérablement progressé dans la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts et des ressources naturelles depuis les années 90 avec l'adoption et l'implémentation de mécanismes et de programmes divers. Mais, en dépit des progrès enregistrés, on observe une dégradation continue des forêts, une multiplication et une diversification des menaces sur la durabilité des écosystèmes forestiers et une faible valorisation économique des forêts, de la biodiversité et des aires protégées.
- Je voudrais terminer mon propos en remerciant l'OIBT et ses principaux bailleurs pour tout l'appui multiforme qu'ils ont toujours accordé à la gestion durable des forêts du bassin du Congo en général et celles du Cameroun en particulier.





MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION

